

Des inégalités inéluctables ?

Dans les pays industrialisés, le fossé entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de se creuser, malgré le retour de la croissance. Seules des **politiques publiques** de redistribution et de formation réduiront ces écarts

Dans une boutique branchée de Brooklyn, Debbie emballe et encaisse quelques achats. C'est son travail du samedi. Car durant la semaine, cette jeune femme de 35 ans n'est pas vendeuse, mais CEO, « chief executive officer » – PDG –, d'une petite entreprise de parfumerie. « Sans un deuxième job, je ne pourrais pas payer l'école de mes filles », soupire cette mère célibataire.

De l'autre côté de l'Atlantique, quand défile le générique du « 20 heures », la journée de Jean-Michel commence. Il enfle son costume, monte en voiture, et c'est parti pour la nuit : à 54 ans, Jean-Michel est chauffeur de VTC. Sa nouvelle vie depuis qu'il a été licencié de son emploi de financier dans une grosse entreprise de services. Laurence, elle, s'active dans le potager de sa maison de la banlieue de Lyon. Cadre depuis plus de quinze ans dans une société américaine de services informatiques, elle a choisi l'an dernier de quitter Paris et a rejoint l'antenne lyonnaise de la société qui l'emploie. « Comme mon salaire n'a pas augmenté depuis des années, j'ai pris le parti de réduire mon train de vie », explique-t-elle, tandis que mi-juin, la capitalisation boursière du groupe qui l'emploie crevait le plafond...

Debbie, Jean-Michel et Laurence sont emblématiques de l'évolution de l'économie dans les pays industrialisés depuis la crise de 2008 : une croissance des revenus qui bénéficie essentiellement aux plus aisés, une polarisation des emplois aux deux extrêmes du marché du travail, des salaires qui progressent plus faiblement en bas de l'échelle qu'en haut... Résultat : des inégalités qui se creusent dangereusement, détricotant le tissu social, dynamitant les paysages politiques.

Paradoxalement, alors que la croissance est répartie aux Etats-Unis depuis plus de quatre ans et en Europe plus récemment, l'OCDE a souligné dans un document publié en mai que les inégalités continuaient à s'accroître. « Dans les pays de la zone OCDE, les 10 % les plus riches ont un revenu 9,6 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres – cet écart était de 7,1 fois dans les années 1980 », relève le rapport. Des chiffres qui recouvrent toutefois une réalité contrastée entre les pays : c'est aux Etats-Unis que la situation s'est le plus fortement dégradée : plus de la moitié des Américains n'ont eu aucune augmentation de salaire depuis quinze ans, 45 millions d'entre eux vivent grâce aux bons d'alimentation. Peut-on dans ces conditions envisager une nouvelle prospérité de nos sociétés

– ce sera le thème des Rencontres économiques, qui s'ouvriront vendredi 7 juillet à Aix-en-Provence – sans réduire les inégalités ?

Dans le registre défensif, l'arsenal classique de la redistribution est essentiel, comme le démontre la situation de la France, qui, malgré une forte augmentation du chômage et des inégalités depuis 2007, reste dans la moyenne de l'OCDE. Le système redistributif (fiscalité et transferts) et de protection sociale a joué son rôle d'amortisseur. Fiscalité, transferts et minima sociaux sont des outils plus que jamais indispensables, comme l'a théorisé Thomas Piketty.

Seul problème, « si la redistribution est très inégale selon les pays, on peut voir les industriels partir vers les contrées où elle est la plus faible », rappelle ainsi Patrick Artus, chef économiste chez Natixis. De quoi aggraver les délocalisations et les inégalités entre pays, et

non plus entre individus... Autre dilemme, celui du niveau des minima sociaux trop élevés : « Le salaire minimum joue un rôle dans la protection contre les inégalités, mais fixer le curseur au bon endroit est un processus complexe », assure Lord Adair Turner, président de l'Institute for New Economic Thinking – et ancien patron de la Financial Services Authority, le gendarme financier britannique.

« JUNGLE SOCIALE »

La redistribution, cependant, a ses limites. Brigitte, 57 ans, en est un exemple parfait. Sténodactylo, elle a été licenciée il y a une dizaine d'années, quand la généralisation de l'usage des ordinateurs par les cadres a renvoyé son métier aux oubliettes de l'entreprise. Malgré ses efforts, elle n'a jamais retrouvé de travail, et les indemnités chômage ne sont qu'un souvenir. Elle est, comme tant d'autres, victime du progrès technique et de ses avatars, digitalisation ou ubérisation. Le

phénomène n'est pas nouveau : « Quand on a inventé la roue, il y a déjà des gens qui ont perdu leur travail », remarque Henrik Enderlein, directeur du Jacques Delors Institut à Berlin, professeur d'économie politique et doyen associé de la faculté à la Hertie School of Governance de Berlin. C'est le progrès qui crée l'inégalité, et c'est comme ça depuis le début de l'humanité ! »

Qu'aurait-il fallu faire pour remettre Brigitte sur les rails ? Jouer sur la redistribution ? « Créer de nouveaux impôts ne va aider personne à s'en sortir », rétorque Francis Fukuyama, professeur à l'université Stanford. Une partie de la solution est de donner aux gens l'opportunité de monter en compé-

tences. Cela ne créera pas d'emplois en soi, mais la plupart des nouveaux emplois nécessitent un certain nombre de compétences. »

La question du rôle de la formation dans la lutte contre les inégalités est sans doute celle qui fait le plus consensus, que ce soit en repensant totalement le système d'éducation tout au long de la vie, en obligeant les entreprises à financer une période plus ou moins longue de formation pour leurs salariés ou en mettant en place des incitations publiques à la formation. « Au lieu de donner de l'argent aux personnes qui perdent leur emploi, on ferait mieux de leur donner des compétences », confirme Henrik Enderlein. Aider les gens à passer de l'ancienne à la nouvelle économie

**« LE PROGRÈS
CRÉE L'INÉGALITÉ,
ET C'EST
COMME ÇA
DEPUIS LE DÉBUT
DE L'HUMANITÉ »**

HENRIK ENDERLEIN
directeur du Jacques
Delors Institut à Berlin

en fixant des cadres institutionnels et sociaux protecteurs est aussi un impératif pour réduire les inégalités qui se creusent.

« Les emplois qui peuvent être créés dans la nouvelle économie sont des emplois de services, en interaction directe avec le client, décrypte Camille Landais, de l'Ecole d'économie de Paris. Ce sont des métiers qui sont souvent restés en marge des efforts de sécurisation des parcours professionnels, où l'on a laissé les gens livrés à eux-mêmes dans une espèce de jungle sociale. Concrètement, il faut rendre ces emplois plus attractifs, par exemple en logeant les gens si besoin, en encadrant les conditions de travail... C'est ce qui s'est passé à la fin du XIX^e siècle, quand les gens quittaient les campagnes pour aller travailler en ville et que l'on a rendu les emplois dans l'industrie plus intéressants en les rémunérant mieux et en sécurisant les conventions collectives. »

A moyen terme, il revient aussi aux acteurs économiques et aux gouvernements de créer les conditions pour que puissent émerger de nouveaux emplois, qualifiés, pour prendre le relais de ceux qui disparaissent sous le rouleau compresseur de la digitalisation, comme l'explique Nicolas Colin, cofondateur de The Family. Les pistes ne manquent pas. Le vieillissement démographique

est une mine d'emplois. Autre piste: les nouvelles technologies médicales, qui permettraient aux infirmiers de réaliser certains examens aujourd'hui réservés aux médecins, avec un triple bénéfice: une création massive d'emplois; un coût moins élevé pour le système de soins; et moins d'attente pour les patients. Mais les réglementations et les barrières à l'entrée rendent cela impossible... «*L'absurdité du système, c'est que l'on refuse certaines réformes parce que l'on craint qu'elles n'aggravent les inégalités, alors qu'il faut faire des réformes pour créer moins d'inégalités*», remarque Henrik Enderlein.

L'IMMOBILIER, NERF DE LA GUERRE

Revenons à Jean-Michel, l'ancien financier d'entreprise. Avant de se résoudre à devenir chauffeur de VTC, il a pu conserver un train de vie plus que décent grâce à ses allocations-chômage, bien sûr, mais aussi aux deux studios parisiens qu'il avait pu acheter en période de vaches grasses. Aux côtés des revenus du travail, les revenus du patrimoine sont aujourd'hui un facteur majeur d'inégalités, que ce soit aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou dans certaines capitales européennes. «*Imaginons deux personnes avec exactement*

le même profil socio-économique. L'une va hériter d'une maison à Londres, et l'autre d'une maison à Glasgow: la première va pouvoir bénéficier d'un niveau de vie que l'autre n'atteindra jamais, même si leur revenu est le même», déplore Lord Adair Turner. Cette donnée, pourtant, est assez peu prise en compte, autant dans les travaux des économistes que par les politiques publiques.

Assurer les conditions d'une croissance inclusive, c'est-à-dire qui profite à tout le monde en réduisant les inégalités, supposerait donc de corriger l'enrichissement, virtuel ou non, généré par la propriété immobilière, par exemple en taxant davantage celle-ci: une maison d'une valeur de 5 millions de livres dans le quartier huppé de Kensington, à Londres, ne coûte que 3 000 livres d'impôts fonciers, une misère!

Autre suggestion de Lord Adair: limiter l'accès au crédit immobilier (par exemple, en proportion de la valeur acquise) pour minimiser les effets de levier qui bénéficient aux meilleurs clients des banques... c'est-à-dire ceux qui ont les revenus les plus élevés. L'économiste Daniel Cohen, lui, préconise d'une part la construction massive de logements, et d'autre part que l'Etat change son système

d'incitation à la propriété immobilière.

Voilà une mesure qui pourrait changer la vie de Yolanda. Cette mère célibataire américaine vit dans une modeste maisonnette à une trentaine de miles d'Atlanta et travaille dans des fast-foods pour gagner sa vie. Elle a renoncé à trouver un emploi mieux payé chez Coca-Cola ou Delta, faute de pouvoir effectuer chaque jour trois heures de transport.

«*Pour bénéficier de la croissance, il faut que chaque individu soit connecté aux réseaux qui font fonctionner l'économie et puisse ainsi augmenter sa propre productivité*», analyse Shamina Singh, présidente du MasterCard Center for Inclusive Growth. Réseaux physiques bien sûr, comme les transports, mais aussi bancaires et financiers, de compétences, digitaux... Ce qui signifie des services publics et des infrastructures de qualité.

Enfin, pour que chacun puisse embarquer dans le grand bateau de la croissance, il faut que celui-ci soit à quai, prêt à appareiller. Car, comme le dit Henrik Enderlein, «*si l'on veut une société inclusive et juste, la première condition est d'avoir de la croissance*». Autrement dit, on ne réduira pas les inégalités avec des politiques d'austérité. ■

BÉATRICE MADELINE

Pourquoi les injustices entravent la croissance

RÉDUIRE LE FOSSÉ entre riches et pauvres, un choix politique? Pas uniquement. Selon les travaux récents de l'OCDE – rejoints par ceux du FMI –, les inégalités ont non seulement des conséquences sociales, bien sûr, qui peuvent être plus ou moins acceptables selon les appartenances politiques, mais elles impactent également négativement la croissance économique. Et ce de manière significative. Ainsi, une aggravation des inégalités de 3 points de Gini – ce qui s'est produit en moyenne ces vingt-cinq dernières années dans les pays de l'OCDE – ferait perdre 0,35 point de croissance par an sur vingt-cinq ans, soit une perte cumulée de PIB de 8,5 %.

Ce constat bat en brèche l'idée couramment admise avant la crise, et

connue sous le nom de «*théorie du ruissellement*», selon laquelle les inégalités étaient plutôt bonnes pour l'économie, car elles pouvaient inciter les moins favorisés à travailler plus et orienter leurs dépenses vers l'investissement – par exemple en achetant un logement – en espérant s'enrichir à leur tour. Ce qui s'est d'ailleurs passé aux Etats-Unis, à ce détail près que les investissements immobiliers des plus précaires ont été financés par la dette, donnant naissance à la crise que l'on connaît.

En réalité, les moins favorisés, s'ils souhaitent voir leur sort s'améliorer à terme, n'en ont guère les moyens et investissent assez peu dans le capital humain, l'éducation et la formation, pourtant clés pour accéder à des

emplois de qualité – dont la contribution économique est plus élevée que celle des emplois non qualifiés. Ce phénomène, décrypte l'OCDE, touche d'autant plus l'économie qu'il ne concerne pas seulement les franges les plus pauvres de la population, mais touche également les classes moyennes inférieures, soit pas moins de 40 % d'une population donnée.

Accès à l'éducation

«*Des politiques uniquement axées sur la croissance, reposant sur l'idée que cette dernière bénéficiera automatiquement à tous les segments de population, pourraient en réalité compromettre la croissance à long terme dans la mesure où les inégalités s'accroissent*», écrivent les économistes de

l'OCDE. En revanche, «*les mesures qui contribuent à limiter ou, dans l'idéal, inverser l'augmentation des inégalités à long terme, favoriseraient non seulement l'instauration de sociétés moins injustes, mais aussi plus riches*».

Alors, quels remèdes? Une fiscalité équilibrée, prenant notamment en compte les revenus du capital qui profitent dans une très large mesure aux ménages les plus aisés; des prestations sociales permettant aux ménages aux plus faibles revenus de ne pas voir leur situation s'aggraver encore. Enfin, «*renforcer l'accès aux services publics d'éducation, de formation et de soins de qualité*» constitue «*un investissement social essentiel*», conclut l'OCDE. ■

BÉ. M.

Les femmes, premières victimes de la précarisation

JULIE, ISSUE D'UN MILIEU favorisé, était promise à un bel avenir. Mais la machine s'est enrayée lorsqu'elle s'est trouvée à 22 ans mère d'un premier enfant et a arrêté ses études. Deux autres bébés ont suivi rapidement et Julie et son compagnon, dans l'incapacité de se loger à Paris, se sont installés à la campagne... loin des bassins d'emploi et des centres de formation. Aujourd'hui séparée, Julie fait partie de ces femmes précarisées, non qualifiées, et vivant de prestations sociales – sans moyens pour se former puisqu'elle doit s'occuper de ses trois garçons.

Comment la ramener sur la voie de l'emploi et améliorer son niveau de vie? En matière d'inégalités, les femmes sont davantage touchées que les hommes. Elles sont plus souvent exclues du marché du travail

– leur taux d'activité est inférieur de 16 % à celui des hommes dans les pays de l'OCDE – et lorsqu'elles occupent un emploi, leur rémunération est inférieure de 15 % en moyenne à celle de leurs homologues masculins. Malgré tout, la situation s'est améliorée en vingt ans, grâce à des politiques volontaristes et l'accès des femmes à une meilleure formation, qui ont limité la progression des inégalités. Celles-ci auraient augmenté d'un point de plus si la proportion de ménages au sein desquels la femme travaille était restée à son niveau d'il y a vingt ans.

Reste que l'objectif d'une croissance inclusive ne peut mettre de côté la question des femmes. Laura Tyson, professeur à l'université de Berkeley et ancienne conseillère économique au sein de l'administration Clinton, a particulièrement

travaillé sur les disparités de genre. «*Ce sont les femmes qui assument le fardeau que représente le soin donné aux enfants et aux personnes âgées; un travail qui n'est pas rémunéré et qui les tient éloignées du marché du travail*», analyse-t-elle. Une manière de les ramener vers l'emploi serait de mettre en place des mesures fiscales et sociales, de renforcer les dispositifs pour garder les enfants et de mettre l'accent sur la formation.

L'effet du premier enfant

Professionnaliser le secteur des soins aux personnes âgées, en multipliant les maisons de retraite ou les établissements spécialisés, comme le suggère Patrick Artus, chef économiste chez Natixis, aurait un double avantage: créer des dizaines de milliers d'emplois dans un secteur

d'«*avenir*», si l'on ose dire, et venir en aide aux femmes qui prennent en charge leurs parents âgés.

L'autre versant de l'inégalité des femmes est celui des salaires. Pour Camille Landais, de l'Ecole d'économie de Paris, le coup d'arrêt de la progression salariale des femmes, tous secteurs confondus, se produit à la naissance du premier enfant. Mais, reconnaît Laura Tyson, les choses commencent à bouger. De plus en plus d'entreprises aux Etats-Unis s'engagent en faveur de l'équité salariale entre hommes et femmes. Et certains Etats américains, ou encore la Suisse, barrent l'accès aux marchés publics aux entreprises qui ne peuvent pas prouver qu'elles pratiquent une vraie politique d'égalité salariale. Un exemple à suivre? ■

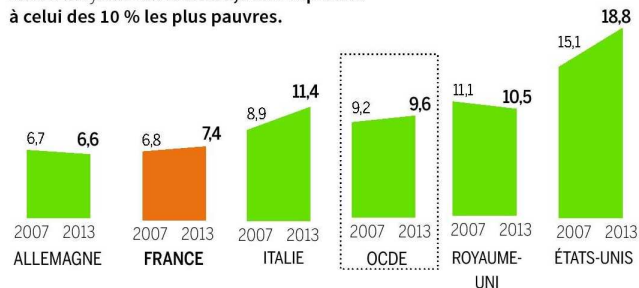
BÉ. M.

Des inégalités exacerbées dans les pays développés

Des différences fortes en termes de revenus et de patrimoine

ÉVOLUTION DU RAPPORT ENTRE LES REVENUS DES 10 % LES PLUS RICHES ET DES 10 % LES PLUS PAUVRES ENTRE 2007 ET 2013

Dans l'OCDE, les 10 % les plus riches de la population ont en moyenne un revenu **9,6 fois supérieur** à celui des 10 % les plus pauvres.



En France, les 10 % les plus riches concentrent **27,3 %** de l'ensemble des revenus.



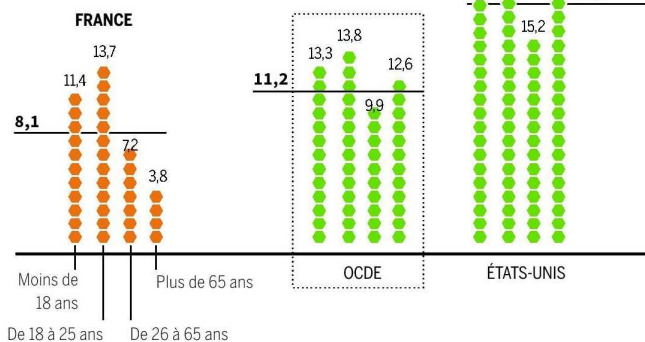
PART DU PATRIMOINE DÉTENUE PAR LES 10 % LES PLUS RICHES, EN % DU PATRIMOINE NET TOTAL DES MÉNAGES EN 2010



Les plus jeunes, les plus âgés et les femmes particulièrement touchés par la pauvreté

TAUX DE PAUVRETÉ PAR GROUPE D'ÂGE, EN 2014, EN %

— Moyenne



En France, **36 %** des 5 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté* ont moins de 19 ans.



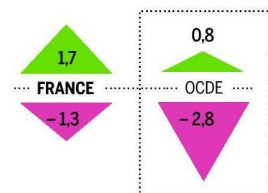
En France, à poste équivalent, les femmes gagnent **10,5 %** de moins que les hommes.

* à 50 % du niveau de vie médian

La précarité et les écarts s'amplifient malgré le retour de la croissance

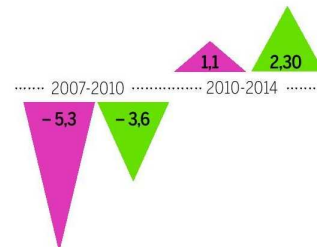
CROISSANCE DE L'EMPLOI (2007-2013) EN %, PAR TYPE D'EMPLOI

■ Emploi précaire (contrats temporaires, à temps partiel, travailleurs indépendants à leur compte)
■ Emploi standard (CDI...)



VARIATION DES REVENUS RÉELS DISPONIBLES, EN MOYENNE DANS L'OCDE, EN %

■ 10 % des plus riches
■ 10 % des plus pauvres



ÉVOLUTION ENTRE 2003 ET 2014 DU NIVEAU DE VIE MENSUEL MOYEN EN FRANCE



ÉVOLUTION DES INÉGALITÉS DE REVENUS (COEFFICIENT DE GINI)
0 = égalité parfaite 1 = inégalité parfaite

